

« Un tour de passe-passe »

BUDGET Le député Gilkinet accuse la majorité de minimiser les difficultés

► Si la suédoise voulait respecter ses objectifs, l'effort budgétaire devrait être, au minimum, de 4,5 milliards d'euros.
► Ecolo dénonce « un déni de réalité ».

Si la suédoise se démène pour réduire l'effort budgétaire, l'opposition écologiste tire la sonnette d'alarme : le dérapage, à la fin de l'année, pourrait dépasser les 5 milliards d'euros ; et le déficit public, franchir la barre fatidique des 3 %, fixée par le pacte budgétaire européen, assurent les députés Georges Gilkinet (Ecolo) et Kristof Calvo (Groen !).

Mardi matin, ils ont demandé l'audition, en commission des Finances de la Chambre, des représentants du comité de monitoring et des ministres des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), et du Budget, Sophie Wilmès (MR). La requête a été rejetée par la majorité. C'était couru. N'empêche, les deux députés ont bien l'intention, ce

mercredi après-midi, de mettre sur le gril le ministre des Finances, attendu en commission.

La suédoise a revu - à la baisse - les estimations du comité de monitoring, qui jugeait nécessaire un effort de 2,2 milliards (pour respecter les règles européennes), ou de 3,2 milliards (pour respecter l'objectif, plus

ambitieux, que s'est fixé la coalition). Travaillant au départ du scénario le plus modeste du comité de monitoring, le « kern », qui s'est réuni lundi soir, a réduit l'effort à 1,3-1,4 milliard (notre infographie). « Un tour de passe-passe. Un déni de réalité irresponsable », accuse Georges Gilkinet.

« La suédoise nous dit que le comité de monitoring a été trop dur. A nos yeux, le comité de monitoring a été bien trop "gentil", bien trop optimiste », explique le député.

Pour Ecolo et Groen, le comité de monitoring avait mille fois raison de refuser de comptabiliser « des mesures qui ne sont pas encore réalisées et dont on doute qu'elles puissent l'être, comme le redesign de la fonction publique

fédérale, des économies non définies dans les dépenses sociales, ou des recettes peu probables, comme celle liées à la nouvelle réglementation des sociétés d'investissement immobilier » - mesures que la suédoise a réintégrées dans l'équation pour réduire l'ampleur de l'effort à fournir.

« C'est tromper la population »

Si les verts ont un reproche à faire au comité de monitoring, c'est d'avoir accepté de comptabiliser, à hauteur de 312 millions, des « mesures incertaines », comme la régularisation fiscale permanente ou les mesures visant l'e-commerce. « La suédoise compte sur une rentrée de 250 millions grâce à la régularisation fiscale. Mais la nouvelle version du projet ne répond pas aux objections de la Cour constitutionnelle. Et quand bien même elle serait appliquée, de nombreux fiscalistes doutent de son efficacité. »

Pour Ecolo et Groen, le comité de monitoring aurait également dû écarter des mesures censées rapporter quelque 700 millions, mais vis-à-vis desquelles la Cour des comptes et la Commission

européenne ont exprimé leur scepticisme : taxes Caïman et Carat, taxation des plus-values, TVA sur les bâtiments scolaires et assujettissement des intercommunales à l'impôt des sociétés. « De nombreuses intercommunales ont demandé et obtenu un ruling ; et d'autres contestent la mesure devant la Cour constitutionnelle », explique Georges Gilkinet.

Le député note également qu'un groupe de travail mis en place par la suédoise a récemment remis en cause des économies attendues, à hauteur de 220 millions.

« Si le gouvernement fédéral voulait réellement s'en tenir à ses objectifs initiaux, l'effort devrait être de 4,5 milliards, à supposer que la Commission européenne accepte de neutraliser les 650 millions de dépenses liées à la crise des migrants. Et le simple respect des règles européennes impose un effort de 3,5 milliards. Affirmer qu'un effort de 1,4 milliard suffirait, c'est tromper la population et le Parlement », conclut Georges Gilkinet. ■

DOMINIQUE BERNIS

sondage N-VA et CD&V se toisent

En commission des Finances à la Chambre, mardi, un élu CD&V s'amuse de la vanne de Marco Van Hees (PTB) : « Si ça continue comme ça, ils vont finir avec un boni... » Symptomatique. Les parlementaires commentent les derniers chiffres, publiés dans la presse du matin, ayant trait à l'ajustement budgétaire. La facture a fondu. La suédoise affiche maintenant un montant de 1,4 milliard d'euros, peut-être 1,3. C'est la hauteur de l'effort à fournir. L'effort présumé. Des groupes de travail se réunissent à nouveau mardi après-midi, pour « stabiliser » les comptes. Après cela seulement, les négociations pourront débiter sur les mesures à prendre.

L'opération sera moins compliquée que prévu, mais elle reste

délicate politiquement. Les polémiques du week-end sont retombées, mais la tension demeure entre les partenaires de la majorité. Le sondage publié mardi par le *Standaard* et la VRT n'est pas de nature à calmer les esprits.

Où les chrétiens-démocrates enregistrent une légère progression (19,1 % des intentions de vote, 0,6 % de mieux qu'aux élections de 2014), alors que la N-VA recule (27,3 % des intentions de vote, c'est 5,1 % de moins qu'aux élections) au profit en partie de l'extrême droite du Vlaams Belang (8,1 % aujourd'hui, en progression de

2,2 %). Ajoutez à cela l'érosion du VLD (avec 14,1 %, les libéraux flamands perdent 1,5 %), et un regain de l'opposition socialiste (14,7 %, plus 0,6 %), surtout celle des verts (11,6 % des intentions de vote, plus 3,1 %).

Trop de compromis ?

Principale leçon : les nationalistes de Bart De Wever paient doucement le prix de leur participation au gouvernement fédéral. Trop de compromis, on présume. L'électorat plus « radical » est impatient. Les nationalistes, croit-on, vont se raidir. Bart De Wever, dépassé par Charles Michel au classement des personnalités les plus populaires en Flandre (!), a commenté en substance : « Ce n'est pas un bon sondage pour nous, mais ne nous laissons pas distraire. Pour l'immédiat, finalisons les négociations budgétaires, et que cessent tous les petits jeux. » Entendez : la N-VA avait réclamé des économies notamment en Sécu, on la voit mal plier devant le CD&V, encore moins après le sondage inquiétant pour elle.

Un chrétien-démocrate s'avance : « Le CD&V est proche de la barre 20 %, l'écart se réduit avec la N-VA. » Les anciens camarades de cartel ne se feront pas de cadeaux.

Mardi soir, les fusillades à Forest, en lien avec les attentats de Paris, rejettent le dossier budgétaire au second plan. Le focus s'est déplacé. Le terrorisme réenvahit l'« actu ». Le reste prend un tour relatif. Cela ne sera sans doute pas sans effet sur les négociations visant à récupérer 1,4 milliard d'euros. ■

DAVID COPPI

RÉACTION

« Di Rupo doit cesser ses lamentations »

Le président du MR, Olivier Chastel, a déploré le discours « négatif » du président du PS, Elio Di Rupo, à propos du tax shift. Il rappelle les mesures déjà prises par le gouvernement fédéral et qui ont eu un impact positif sur les finances communales ou même des entités fédérées. « Grâce à la réforme fiscale, le revenu net des travailleurs a augmenté. Cela ne plaît visiblement pas au Parti socialiste, qui aurait préféré que cet argent reste dans les caisses des pouvoirs publics », souligne M. Chastel. Cette augmentation de revenu net permettra de soutenir la consommation et la baisse des charges sur le travail et créera des emplois, ce qui sera positif aussi bien pour les communes que les entités fédérées, ajoute-t-il. (b)

